

Afrique du Sud/Au terme des municipales

La capitale Pretoria dirigée pour la première fois par l'opposition

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

Solly Msimanga, candidat de l'Alliance Démocratique (DA), n'avait aucun adversaire face à lui. Le 3 août, son parti avait obtenu 93 sièges (sur 214) contre 89 à l'ANC.

LA capitale sud-africaine Pretoria est officiellement dirigée depuis hier par un maire de l'opposition, une première depuis l'arrivée de l'ANC au pouvoir en 1994, qui fait suite aux revers enregistrés par le parti historique de Nelson Mandela aux élections municipales début août. Solly Msimanga, candidat de l'Alliance Démocratique, principal parti d'opposition en Afrique du Sud, a été élu à la tête de la mairie de Tshwane qui englobe la capitale Pretoria, sans vote puisqu'aucun autre candidat ne s'était présenté contre lui. Lors de l'élection du 3 août, la DA avait obtenu 93 sièges (sur 214) contre 89 au Congrès National Africain (ANC) et 25 pour les

Combattants pour la liberté économique (EFF) qui se retrouvait en position de faiseur de roi. Mercredi, l'EFF de Julius Malema avait annoncé qu'elle voterait pour le candidat de la DA à Tshwane. L'ANC n'a donc pas présenté de candidat, vendredi, le scrutin étant mathématiquement perdu d'avance.

C'est la première fois depuis l'avènement de la démocratie à la fin de la dictature raciste de l'apartheid que la capitale sud-africaine n'est pas dirigée par un maire de l'ANC. "Le changement est arrivé à Tshwane. Ne soyez pas mauvais perdants, je pense que vous pouvez apprendre une chose ou deux en terme d'humilité", a lancé le nouveau maire noir de 36 ans aux conseillers municipaux de l'ANC qui perturbaient le début de son discours d'intronisation, retransmis à la télévision. "Les gens de Tshwane en ont marre de la corruption, ils en ont marre de voir des milliards disparaître. Ils ont décidé du chemin qu'ils souhaitent pour leur ville et ce n'est pas celui de ces dernières années", a ajouté ce fervent chrétien qui a



Photo : AFP

C'est une première. La capitale Pretoria sera administrée par l'opposition avec l'élection hier du candidat de l'Alliance démocratique (DA), Solly Msimanga.

grandi à Atteridgeville, un township de la capitale sud-africaine. L'ANC, le parti historique de l'ex-président Nelson Mandela, a essuyé un revers sans précédent lors des élections municipales du 3 août, en enregistrant le score le plus bas de son histoire au niveau national, avec moins de 54% des voix. A la suite de ces élections, il ne possède la majorité absolue que dans une seule des six plus grandes métropoles du pays, Durban (sud). **PORT ELIZABETH AUSSI** Jeudi, un bastion symbolique de la lutte anti-apartheid est également officiellement tombé

aux mains de la DA. A Nelson Mandela Bay (sud), sixième métropole du pays qui englobe la cité industrielle de Port Elizabeth, c'est Athol Trollip, un ancien fermier blanc de la région qui a été élu maire, avec le soutien de plusieurs petits partis. Plusieurs élus de l'ANC avaient pourtant tenté, en vain, de perturber le vote jeudi, a constaté un correspondant de l'AFP. Tshwane et Nelson Mandela Bay s'ajoutent à la ville du Cap déjà gouvernée par la DA depuis dix ans, et pourraient être imitées lundi par Johannesburg, plus grande métropole du pays qui pourrait aussi élire un

maire issu de la DA, là encore avec le soutien de l'EFF. Le parti de Julius Malema a cependant expliqué mercredi que leur soutien ne signifiait pas qu'ils entraient dans un gouvernement de coalition avec la DA. Les maires élus devront ainsi trouver des points d'entente au cas par cas avec l'EFF. Hier à Rustenburg (nord-ouest), la métropole de la tristement célèbre ville de Marikana où 34 mineurs en grève ont été tués par la police en 2012, l'élection du conseil municipal a également été perturbée, selon le site internet sud-africain News24. Des partisans de l'EFF et de l'ANC se sont affrontés devant le conseil municipal de cette ville que le parti au pouvoir a pu garder d'extrême justesse, grâce à une coalition. Plusieurs analystes expliquent le recul de l'ANC dans les urnes par les scandales de corruption qui entourent le deuxième mandat du président Jacob Zuma. Mais le parti a exclu ces derniers jours toute démission du chef de l'Etat.

L'Afrique en bref

- **Mauritanie/Justice.** Trois à 15 ans de prison pour des militants d'IRA. Treize militants de l'ONG anti-esclavagiste mauritanienne IRA, accusés notamment d'"usage de la violence", ont été condamnés à des peines allant de trois à quinze ans de prison ferme, a annoncé jeudi la Cour criminelle de Nouakchott.
- **RD Congo/Opposition.** Libération de "prisonniers politiques et d'opinion". Les autorités congolaises ont annoncé hier la libération d'une vingtaine de "prisonniers politiques et d'opinion" parmi lesquels deux militants pro-démocratie arrêtés le 15 mars 2015 à Kinshasa lors d'une rencontre internationale sur la bonne gouvernance en Afrique.
- **Somalie/Explosion.** Un civil tué à Mogadiscio. Un civil a été tué et quatre blessés à Mogadiscio par l'explosion d'une voiture piégée abandonnée par ses occupants à l'issue d'une course-poursuite avec les forces de l'ordre, a indiqué vendredi la police somalienne.

A travers le monde

• **France/Attentat.** Nice : le bilan s'alourdit à 86 morts



Photo : AFP

Un homme, blessé dans l'attentat du 14 juillet à Nice (sud-est), est mort jeudi des suites de ses blessures, ce qui porte à 86 le bilan des personnes tuées, a annoncé hier le gouvernement français.

• **Grèce/Migrants.** Secours par les gardes-côtes

Une centaine de migrants ont été secourus hier par les gardes-côtes grecs, 67 au large de Péloponnèse et 36 autres au large des côtes de l'île de Myconos en Egée, selon la police portuaire.

• **Syrie/Conflit.** Des avions américains au secours des forces kurdes

La coalition internationale de lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique en Syrie a envoyé en urgence plusieurs avions pour protéger les forces kurdes qui collaborent avec des conseillers américains, bombardés depuis deux jours par les appareils du président syrien Bachar al-Assad.

Espagne/Politique

Le pays se cherche un gouvernement pour ne pas retourner aux urnes à Noël

AFP
Madrid/Espagne

Conservateurs et libéraux négocient depuis hier pour éviter qui ferait de l'Espagne la risée de l'Europe.

LES conservateurs espagnols ont entamé hier les négociations avec les libéraux en vue de la formation d'un gouvernement minoritaire qui éviterait de convoquer les troisièmes élections en un an, le jour de Noël. Après huit mois d'impasse politique, les équipes du Parti populaire (PP), le parti conservateur du chef du gouvernement sortant Mariano Rajoy, et du petit parti libéral Ciudadanos se sont réunies en fin d'après-midi pour discuter du pro-



Photo : AFP

Le chef du gouvernement sortant Mariano Rajoy fait le forcing pour parvenir un accord avec les libéraux en vue de la formation d'un gouvernement.

gramme d'un prochain gouvernement. Ciudadanos ne veut pas entrer dans ce cabinet mais ne

votera la confiance à M. Rajoy que s'il peut influencer sur sa politique à venir, d'où ces négociations. Le parti libéral, qui ne compte que 32 sièges, a déjà arraché au Parti Populaire de M. Rajoy l'engagement d'appliquer des mesures de lutte contre la corruption et d'entamer une révision de la loi électorale, qui désavantage actuellement les petits partis comme Ciudadanos, dans les trois mois qui suivront l'investiture du gouvernement. Mais le vote de Ciudadanos ne suffira pas à M. Rajoy, dont le parti a 137 députés, pour obtenir la confiance de la chambre. Avec Ciudadanos et un député du parti régional des Canaries, il ne totaliserait que 170 voix sur 350, six de moins donc que la majorité absolue requise

au premier tour du vote d'investiture. Au deuxième tour, la majorité simple suffit mais il lui faudrait, pour passer, qu'une partie de l'opposition s'abstienne. Alors M. Rajoy presse en vain depuis des semaines ses adversaires traditionnels socialistes, qui ont 85 députés, de s'abstenir. Il a fait appel à leur sens des responsabilités, souligné que les électeurs n'accepteraient pas de retourner aux urnes - après avoir déjà voté sans résultat en décembre 2015 et en juin dernier - et qu'un troisième scrutin ferait de l'Espagne la risée de l'Europe. Il a encore augmenté la pression jeudi en fixant la date de la première séance d'investiture au 30 août, ce qui, en vertu des délais pré-

vus par la Constitution, obligerait à voter le 25 décembre s'il fallait convoquer de nouvelles législatives. "On va voir si (le chef du Parti socialiste Pedro) Sanchez a le toupet d'obliger 36 millions d'Espagnols à retourner aux urnes le jour de Noël", a twitté le lieutenant de M. Rajoy en Catalogne, Xavier Albíol. M. Sanchez répète de plus en plus catégoriquement que le Parti socialiste ne s'abstiendra pas. "Je peux le dire plus fort, mais pas plus clairement que je ne l'ai déjà fait", a-t-il déclaré hier à la presse. Le premier vote de confiance doit avoir lieu le 31 août, le deuxième vote le 2 septembre, après quoi les partis auront encore deux mois pour tenter de former un gouvernement.

Azerbaïdjan/Suite au coup d'Etat raté en Turquie

Arrestation de quatre hommes soupçonnés de liens avec Gülen

AFP
Bakou/Azerbaïdjan

LES autorités d'Azerbaïdjan ont annoncé hier l'arrestation de quatre hommes pour des liens présumés avec Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'être le cerveau du putsch

avorté en Turquie, grand allié de cette ex-république soviétique du Caucase. Les quatre hommes sont accusés d'"abus de pouvoir" pour avoir fourni à "d'autres individus", selon le Parquet azerbaïdjanais, des informations personnelles sur des abonnés et leur historique d'appels, alors qu'ils travaillaient pour un

opérateur de téléphonie mobile. Lors de la perquisition de l'appartement d'un des accusés, les enquêteurs ont découvert de la "littérature religieuse, des disques, des brochures avec des discours de Fethullah Gülen et d'autres documents", a indiqué le Parquet dans un communiqué.

Les autorités turques accusent Gülen, ennemi numéro un du président turc, Recep Tayyip Erdogan, installé depuis 1999 aux Etats-Unis et dont Ankara réclame avec insistance l'extradition, d'être derrière la tentative de coup d'Etat avortée en Turquie. Le prédicateur âgé de 75 ans nie toute implication

dans le coup de force. Bakou avait déjà fermé en juillet une chaîne de télévision privée qui voulait diffuser une interview de Fetullah Gülen pour "prévenir toute provocation pouvant porter préjudice au partenariat stratégique entre la Turquie et l'Azerbaïdjan".